

LA GRANDE PAIX HUMAINE EST POSSIBLE – Jean Jaurès



- ▶ **Syrie : pour un cessez-le-feu sans condition et l'accès aux convois humanitaires**
- ▶ **L'Europe ne doit pas laisser libre cours à la folie guerrière d'Erdogan**

Syrie: pour un cessez le feu sans condition et l'accès aux convois humanitaires

d'Erdogan

La suspension des pourparlers de paix inter-syriens par l'émissaire de l'ONU Steffan de Mistura et leur report au 25 février n'est pas une bonne nouvelle pour le peuple syrien et la paix dans la région.

En effet, après 5 ans de guerre, 260 000 morts, des millions de déplacés et de réfugiés, et un territoire occupé à 60 % par le groupe terroriste l'État islamique, **il est plus que temps de mettre un terme au calvaire de ce peuple.** C'est ce qu'a décidé le Conseil de sécurité de l'ONU sur la base des propositions des 17 pays formant le groupe international d'appui pour la Syrie qui s'est prononcé pour l'arrêt des hostilités, la mise en place d'un gouvernement de transition, une nouvelle Constitution et des élections dans les 18 mois.

Force est de constater que **les acteurs du conflit, malgré leur accord de principe en faveur de l'ouverture de discussions, continuent de faire prévaloir leurs propres objectifs au détriment de la mise en œuvre de ce processus pour aboutir à la paix.** C'est le cas de l'opposition syrienne, dite du groupe de Riyad, et de ses alliés, l'Arabie saoudite, la Turquie, le Qatar et la France, qui veut toujours s'imposer comme unique représentant de l'opposition syrienne, en excluant les autres courants notamment laïcs et les Kurdes syriens. Steffan de Mistura a raison d'indiquer que *« l'ONU ne peut pas permettre que de simples questions procédurales deviennent plus importantes que les résultats concernant la situation humanitaire du peuple syrien ».*

Mais c'est aussi le cas du régime qui, avec ses alliés russes, se lance dans une offensive militaire à Alep au risque de déclencher une nouvelle escalade et rendre caduque la reprise des discussions. **L'offensive du régime pousse sur le chemin de l'exode 30 000 syriens,** toujours bloqués à la frontière turque, qui vont grossir le flot des réfugiés à la recherche de sécurité. À cet égard, l'appel de la Chancelière Angela Merkel et du Premier ministre turc à l'appui de l'OTAN dans la lutte contre les passeurs, ne peut qu'aboutir à de nouveaux drames.

La seule solution raisonnable et sécurisée serait que l'Union Européenne ouvre des voies légales de passage entre la Turquie et l'Europe, qui, de fait, épargneraient des centaines de vies et rendraient caduque l'usage des passeurs. Mais l'UE et certains des États membres n'en veulent pas. Le peuple syrien se trouve ainsi pris au piège entre une guerre inter-syrienne qu'il veut fuir, les groupes terroristes et une Europe qui le rejette. **Le PCF réaffirme son soutien à une solution politique telle qu'elle est définie dans le cadre des décisions du Conseil de sécurité du 18 décembre.** Il se prononce pour un cessez-le-feu sans condition et l'accès aux convois humanitaires des zones où les populations sont les plus isolées et enfin pour un accueil digne et respectueux des règles internationales des réfugiés syriens par l'UE et les États qui la composent.

La Turquie d'Erdogan, en massacrant et en brûlant 60 civils, réfugiés dans les caves de deux immeubles, à Cizré, a franchi une nouvelle étape dans l'abjection. Elle se livre à ce qui s'apparente à des pogroms contre la population kurde. Cizré, comme une vingtaine d'autres villes, ne sont plus que ruines et demeurent soumises à d'intenses bombardements. Des crimes contre l'humanité se produisent quotidiennement au Kurdistan dans un silence assourdissant.

Par ailleurs, au moment même où Américains et Russes se mettaient d'accord sur un cessez-le-feu en Syrie, les bombardements engagés par la Turquie, samedi 13 février, contre les positions des unités combattantes kurdes du PYD et des Forces démocratiques syriennes en lutte contre Daesh, font la démonstration que le président Erdogan est devenu l'un des principaux obstacles à la fin du conflit en Syrie.

Les pays européens, la France en particulier, ne peuvent pas laisser libre cours à la folie guerrière d'Erdogan. Avoir cédé à tous les chantages et marchandages odieux sur le sort des migrants et réfugiés, et sur les massacres opérés contre les populations civiles kurdes au Kurdistan de Turquie n'a fait que conforter la ligne belliciste d'un pouvoir turc qui a choisi son camp, celui des intégristes et des djihadistes.

Le Parti communiste français apporte toute sa solidarité aux forces démocratiques syriennes (FDS), au PYD, au Conseil démocratique syrien, et demande au chef de l'État, François Hollande, de suspendre toute coopération militaire avec le gouvernement turc tant que ces actions militaires sur le Rojava se poursuivront.